

## **VISITES DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ LOCAUX DE GARDE A VUE ET DE RETENUE DOUANIERE**

**Rapport de visite concernant la Gendarmerie de Luçon,  
13 rue du Calvaire, 85400 LUCON**

### **Rappel du cadre légal**

Article **719** du code de procédure pénale : « (...) les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre sont **autorisés à visiter à tout moment les locaux de garde à vue, les locaux des retenues douanières** définies à l'article 323-1 du code des douanes ... »

L'article **63-5** du code de procédure pénale : « La garde à vue doit s'exécuter dans des **conditions assurant le respect de la dignité de la personne**. Seules peuvent être imposées à la personne gardée à vue les mesures de sécurité strictement nécessaires. »

Pour les locaux de retenue douanière : article 60 et 323 à 323-10 du Code des Douanes.

\* \* \*

**Date de la visite** : mercredi 20 novembre 2024

Heures de visite : arrivée à 10h00 mais ½ heure d'attente

Début visite : 10h30 fin : 10h40

**Visite effectuée par** (nom et qualité des membres de l'équipe de visite) :

- Me Martine BOURGOIN, Bâtonnier du Barreau de La Roche-sur-Yon

Indiquez le nombre total de personnes présentes à la visite : 2

**Avez-vous prévenu de votre visite ?**  OUI  **NON** la gendarmerie de Luçon n'était pas prévenue mais les cheffes de juridiction ont été avisées avant la visite.

*Nom de la personne en charge de l'établissement :*

*Nom de l'adjoint ou des adjoints :*

*Nom et grade de la ou des personnes qui vous accompagnent au cours de la visite :*

## I- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE LIEU VISITÉ (À demander lors de votre arrivée)

### ➤ **Consultation du registre de garde à vue**

*(Il est indispensable de le demander, ce registre contient un grand nombre d'informations)*

**Avez-vous pu le consulter :**                     OUI    **NON**

**Votre visite a-t-elle été notifiée sur le registre de garde à vue :**    OUI    NON

### ➤ **Capacité maximale de personnes gardées à vue : ....**

- **Nombre de cellules individuelles : 2**
- **Nombre de cellules collectives :**
  - **Capacité maximale des cellules collectives :**

### ➤ **Moyenne du nombre de mesures de garde à vue par an : ....**

### ➤ **Nombre de garde à vue en cours le jour de la visite :**

*(par catégories : majeur/ mineur – homme/femme - nationalité)*

### ➤ **Structure de l'établissement selon les personnes vous accueillant :**

- *Description des bâtiments (nombre de bâtiments, date de construction, état, entretien, conditions de sécurité, accessibilité).*

**Attente d'une demie heure dans l'accueil, non chauffé, puis visite de 10 minutes.**

- *Description des cellules et des locaux communs :*

**2 geôles visibles**

## II- ENTRAVES AU DROIT DE VISITE

### Éventuelles entraves au droit de visite :

- Refus de visite ?  OUI  NON
- Non accès à certaines geôles ?  OUI  NON
- Interdiction du téléphone portable, équipements connectés et appareil photographique pour le bâtonnier ou son délégué ?  OUI  NON

- **En cas d'entraves, veuillez préciser les difficultés auxquelles vous avez été confronté :**

Refus de répondre au questionnaire + refus de prendre des photos sur ordre du supérieur hiérarchique (capitaine de Fontenay-le-Comte)

Geôles non chauffées (soi-disant un chauffage au sol)

Toilettes à la turque avec chasse d'eau extérieure

- **S'il n'y a pas eu d'entrave, comment s'est passé l'accueil ? Quelle est l'organisation du service ? Avec quel membre du personnel avez-vous effectué la visite ? (OPJ, commissaire...)**

### III- ACCES AU DROIT ET CONFIDENTIALITÉ

#### 1. CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'AVOCAT ET DU MEDECIN

- Un formulaire expliquant leurs droits en vue de la notification des droits est-il mis à disposition des personnes gardées à vue ?  
 OUI  NON

*Pour l'avocat :*

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec l'avocat ?  
 OUI  NON  
Si oui, combien de locaux dédiés : ....
- Les locaux dédiés sont-ils suffisamment dimensionnés pour permettre un entretien avocat-client, le cas échéant, avec un interprète ?  
 OUI  NON
- Le local est-il suffisamment propre ? (Effritement des murs, odeurs pestilentielles, saleté des sièges, etc...)  
 OUI  NON
- **Le local est-il suffisamment isolé pour garantir le respect de la confidentialité de l'entretien ?**  
 OUI  NON

*Pour le médecin :*

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec le médecin ?  
 OUI  NON  
Si oui, combien de locaux dédiés : ....
- Le local dédié au médecin dispose-t-il d'une table d'auscultation ?  
 OUI  NON
- **Le local permet-il l'examen médical à l'abri du regard et de toute écoute extérieure permettant le respect de la dignité et du secret professionnel ?**  
 OUI  NON

Opération DIEGO IV - mineurs - questionnaire mis à jour en novembre 2024

- En cas de blessures, les pompiers/le SAMU sont-ils appelés ?

OUI  NON

Quel service est appelé le plus souvent ? : .....

## **2. LOCAL DE SIGNALISATION, ETHYLOMETRIE, FOUILLES**

- Le local est-il suffisamment propre ?  OUI  NON
- Présence d'un affichage sur les finalités du fichage et les possibilités de consultation ou d'effacement ?  
 OUI  NON
- Un inventaire contradictoire des objets possédés est-il réalisé ?  OUI  NON
- Les objets précieux sont-ils placés dans une armoire forte ?  OUI  NON

## **3. VIDEOSURVEILLANCE**

Existe-t-il un système de vidéosurveillance dans la cellule de garde à vue ?  OUI  NON

### **SI OUI :**

- **Modalités de la vidéosurveillance :**
  - L'emplacement des caméras est-il visible ?  OUI  NON
  - La cellule dispose-t-elle d'un pare-feu garantissant l'intimité de la personne tout en permettant la restitution d'images opacifiées ?  OUI  NON
- **Consultation du registre des systèmes de vidéosurveillance, qui doit préciser, y compris en temps réel (case à cocher) :**
  - L'identité des personnes qui ont fait l'objet d'un placement sous vidéosurveillance
  - La durée des enregistrements réalisés
  - Les personnes ayant visionné les images (L256-4 al.3 du Code de la sécurité intérieure)

▪ **RECOURS A LA VIDEOSURVEILLANCE ET LES DROITS Y AFFERANT :**

**POINTS à VÉRIFIER si au moment de la visite une personne gardée à vue fait l'objet d'une vidéosurveillance :**

- Qui a décidé de la mesure ? :
  - Le chef de sécurité du lieu :  OUI  NON
  - Son représentant :  OUI  NON
- Pour quel motif ? : (L.256-2 al.1<sup>er</sup> CSI)
  - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait tenter de s'évader ?  OUI  NON
  - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait représenter une menace pour lui-même ou pour autrui ?  OUI  NON
- L'autorité judiciaire compétente sous le contrôle de laquelle s'exerce la garde à vue a-t-elle été informée de la mesure (L.256-2 al.3 CSI) ?  
 OUI  NON
- La vidéosurveillance est-elle effectivement limitée à 24 heures (L.256-2 al.2 CSI) ?  
 OUI  NON
- Si la vidéosurveillance a été prolongée au-delà de 24 heures, l'autorité compétente a-t-elle donné son accord (L.256-2 al.4 CSI) ?  
 OUI  NON
- La décision de placement sous vidéosurveillance est-elle notifiée à la personne concernée (L.256-2 al.5 CSI) ?  
 OUI  NON
- La personne peut-elle, à tout moment, demander à l'autorité judiciaire compétente qu'il soit mis fin à la mesure de placement sous vidéosurveillance (L.256-2 al.5 CSI) ?  
 OUI  NON
- Si la personne gardée à vue est un mineur ou bénéficie d'une mesure de protection juridique, la mesure de vidéosurveillance a-t-elle été portée à la connaissance :
  - Des parents, du curateur ou du tuteur
  - De l'avocat ou du gardé à vue
  - Personne n'a été prévenu



## IV- CONDITIONS INDIGNES DE DÉTENTION RELEVÉES

### 1. CONDITIONS MATERIELLES CONSTATÉES :

- **Nombre de personnes en cellule :** \_\_\_\_\_
- **Nombre de personnes en cellule de dégrisement :** \_\_\_\_\_
- **Si la cellule est individuelle**, la superficie est-elle d'au moins **de 7m<sup>2</sup>** ?  
 OUI  NON
- **Si la cellule est collective**, la superficie est-elle d'au moins **12m<sup>2</sup>** ?  
 OUI  NON
- **Espaces de repos mis à disposition des GAV (case(s) à cocher) :**
  - Possibilité de s'allonger
  - Nombre de banquettes suffisantes par rapport au nombre de gardés à vue/retenus
  - Matelas au sol
  - Matelas pour chaque gardé à vue/retenu
  - Oreiller pour chaque gardé à vue/retenu
  - Couverture propre à usage individuel
- **Point d'eau et hygiène (case(s) à cocher) :**
  - Point d'eau fonctionnel dans la cellule
  - Toilettes fonctionnelles avec muret pour préserver l'intimité
  - Toilettes sans muret pour préserver l'intimité
  - Accès à des toilettes en dehors de la cellule
  - Possibilité de prendre une douche
  - Mise à disposition de savon et serviettes propres
- **Kit d'hygiène mis à disposition des personnes en GAV :**  OUI  NON
  - Des lingettes rafraichissantes
  - Du dentifrice à croquer
  - Masque de protection
  - Gel hydroalcoolique
  - Serviettes hygiéniques
- **Chauffage dans les cellules :**  OUI  NON



Opération DIEGO IV - mineurs - questionnaire mis à jour en novembre 2024

**Température relevée : \_\_\_\_\_**

- **Système de ventilation fonctionnel dans les cellules :**  OUI  NON
  
- **Les personnes peuvent-elles s'alimenter ?**  OUI  NON
  - **Si oui le repas est-il servi chaud ?**  OUI  NON
  
  - **Les éventuels interdits ou régimes alimentaires sont-ils pris en considération dans le choix du repas ?**  OUI  NON

**2. CONDITIONS DE DÉTENTION :**

- **Les mineurs et personnes vulnérables sont-elles dans les mêmes cellules que les personnes majeures ?**  OUI  NON
  
- **Les femmes et les hommes sont-ils dans la même cellule ?**  OUI  NON
  
- **Les personnes en état d'ivresse sont-elles isolées ?**  OUI  NON
  
- **Les locaux sont-ils adaptés aux personnes handicapées ?**  OUI  NON
  
- **Le soin et l'accueil réservés aux mineurs retenus vous semblent-ils adaptés ?**

- **De manière générale, les conditions matérielles de détention sont-elles satisfaisantes (hygiène, propreté, respect de la personne humaine) ?**

**SATISFAISANTES**

**INDIGNES**

**3. AUTRES CONDITIONS :**

- **Avez-vous pu échanger avec un mineur gardé à vue ?**  OUI  NON
  - **Si oui, a-t-il formulé des doléances sur ses conditions de détention ?**  OUI  NON
    - **Si oui, lesquelles ? ....**
  
- **Avez-vous constaté des violences ou des mauvais traitements sur les personnes gardées à vue ?**  OUI  NON

## V- ACTIONS DU BATONNIER A L'ISSUE DE LA VISITE

**Quelles actions avez-vous ou allez-vous mener à l'issue de la visite ? (Rapport, courriers, signalements, recours...)**

**Envoi du rapport aux deux cheffes de juridiction du Tribunal Judiciaire de La Roche-sur-Yon.**

## VI- RELAIS A LA PRESSE LOCALE / NATIONALE

**Avez-vous contacté la presse ?**

OUI  NON

## VII- CONCLUSIONS / VOS RECOMMANDATIONS

**Nécessité d'informer les chefs de brigades des dispositions de l'article 719 du code de procédure pénale et des missions du Bâtonnier.**